

CGF TUNISIE ACTIONS FCP

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etats financiers - Exercice clos le 31 Décembre 2021

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers de *CGF Tunisie Actions FCP* qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2021, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font ressortir un actif net de *1 785 033 DT*, y compris des sommes distribuables positives de l'exercice s'élevant à *41 467 DT*.

À notre avis, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds au 31 décembre 2021, ainsi que sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Observation

Nous attirons l'attention sur la note 3.2 des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée par le fonds *CGF Tunisie Actions FCP* pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence des différentes parties prenantes. Ce traitement comptable appliqué d'une manière prospective et prévoyant une hétérogénéité dans les méthodes de valorisation du portefeuille des obligations et des valeurs assimilées, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

4. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration du gestionnaire *Compagnie Gestion & Finance intermédiaire en bourse*.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du Code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport du gestionnaire par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du gestionnaire et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du gestionnaire semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction du gestionnaire est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Il incombe aux responsables de la gouvernance du gestionnaire de surveiller le processus d'information financière du fonds.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne support de l'établissement des Etats Financiers. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que de la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombe à la Direction et au Conseil d'Administration du gestionnaire.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes du contrôle interne support de l'établissement des Etats Financiers.

Tunis, le 02 Novembre 2022

Le Commissaire aux Comptes :

AMC Ernst & Young

Fehmi LAOURINE

Bilan arrêté au 31/12/2021
(Exprimé en dinar Tunisien)

		<u>31/12/2021</u>	<u>31/12/2020</u>
<u>ACTIF</u>			
AC1- Portefeuille-titres	4.1	1 789 069	2 013 251
a- Actions, valeurs assimilées et droits attachés		1 769 384	1 993 551
b- Obligations et valeurs assimilées		19 685	19 700
AC2- Placements monétaires et disponibilités	4.3	12 352	13 017
a- Placements monétaires		-	-
b- Disponibilités		12 352	13 017
AC3- Créances d'exploitation		180	-
TOTAL ACTIF		1 801 601	2 026 268
<u>PASSIF</u>			
PA1- Opérateurs créditeurs	4.5	11 801	9 175
PA2- Autres créditeurs divers	4.6	4 767	1 559
TOTAL PASSIF		16 568	10 734
<u>ACTIF NET</u>			
CP1- Capital	4.7	1 784 245	2 062 307
Sommes Capitalisables		788	(46 773)
CP2- a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		(40 679)	(38 842)
b - Sommes distribuables de l'exercice		41 467	(7 931)
ACTIF NET		1 785 033	2 015 534
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		1 801 601	2 026 268

ETAT DE RESULTAT
Période du 01/01/2021 au 31/12/2021
(Exprimé en dinar Tunisien)

		<u>Exercice</u> clos le <u>31/12/2021</u>	<u>Exercice</u> clos le <u>31/12/2020</u>
PR1- Revenus du portefeuille-titres	4.2	91 288	21 399
a. Dividendes		90 239	20 347
b. Revenus des obligations et valeurs assimilées		1 049	1 052
PR2- Revenus des placements monétaires	4.4	2 462	181
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		93 750	21 580
CH1- Charges de gestion des placements	4.8	(39 991)	(22 086)
REVENUS NETS DES PLACEMENTS		53 759	(506)
CH2- Autres charges	4.9	(4 458)	(3 260)
RESULTAT D'EXPLOITATION		49 301	(3 766)
PR4- Régularisation du résultat d'exploitation		(7 834)	(4 165)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		41 467	(7 931)
PR4- Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		7 834	4 165
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(12 713)	93 266
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres		13 404	(55 144)
Frais de négociation de titres		(1 915)	(10 304)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		48 077	24 052

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
Période du 01/01/2021 au 31/12/2021
(Exprimé en dinar Tunisien)

	<u>Exercice clos le 31/12/2021</u>	<u>Exercice clos le 31/12/2020</u>
AN 1- <u>VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</u>	48 077	24 052
a- Résultat d'exploitation	49 301	(3 766)
b- Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(12 713)	93 266
c- Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	13 404	(55 144)
d- Frais de négociation de titres	(1 915)	(10 304)
AN 2- DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	-	-
AN 3- <u>TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL</u>	(278 578)	1 338 383
a / Souscriptions	14 996	1 416 328
Capital	15 438	1 438 763
Régularisation des sommes non distribuables	(52)	9 572
Régularisation des sommes distribuables	(390)	(32 007)
b / Rachats	(293 574)	(77 945)
Capital	(284 158)	(81 352)
Régularisation des sommes non distribuables	(8 067)	1 625
Régularisation des sommes distribuables	(1 349)	1 782
Droits de sortie	-	-
VARIATION DE L'ACTIF NET	(230 501)	1 362 435
AN 4- <u>ACTIF NET</u>		
en début de l'exercice	2 015 534	653 099
en fin de l'exercice	1 785 033	2 015 534
AN 5- <u>NOMBRE DE PARTS</u>		
en début de l'exercice	199 439	65 637
en fin de l'exercice	173 452	199 439
VALEUR LIQUIDATIVE	10,291	10,106
TAUX DE RENDEMENT	1,83%	1,57%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

AU 31-12-2021

1. PRESENTATION DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT CGF TUNISIE ACTIONS FCP :

CGF Tunisie Actions FCP est un fonds commun de placement de catégorie mixte éligible aux titulaires de comptes épargne en actions « CEA », régi par le code des OPC promulgué par la loi n° 2001-83 du 24-07-2001 et ayant obtenu l'agrément du CMF le 11 février 2016 n° 07/2016.

Le capital initial s'élève à 100 000 DT divisé en 10 000 parts de 10 DT chacune. Sa durée de vie a été fixée à 99 ans.

CGF Tunisie Actions FCP est un fonds commun de placement de distribution. Le dépositaire de ce fonds est l'Amen Bank. Le gestionnaire est la Compagnie Gestion & Finance Intermédiaire en bourse.

Le fonds a été constitué en date du 07 décembre 2016.

L'ouverture au public de ce fonds a eu lieu le 06-01-2017.

Le premier exercice du fonds s'étale du 06-01-2017 au 31-12-2017.

2. REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31-12-2021 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions admises à la côte sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en bons de trésor assimilables et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements

Les placements en actions admises à la côte sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres en tant que sommes non distribuables. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres, correspond au cours en bourse à la date du 31-12-2021.

Les placements en obligations et valeurs assimilées sont constituées de bons de trésor assimilables.

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les placements en bons de trésor assimilables sont évalués, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'ils font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du trésor assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres)
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018 »

Au 31/12/2021, le fonds CGF Tunisie Actions FCP ne dispose pas d'un portefeuille de souche de BTA ouverte à l'émission à compter du 1er janvier 2018 et ne dispose pas de la ligne de BTA « Juillet 2032 ».

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.3- Traitement des opérations de pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et présentés sous une rubrique distincte au niveau du poste « AC1-Portefeuille-titres ». A la date d'arrêté, ces titres restent évalués à leur coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle.

La contrepartie reçue est présentée au niveau du passif sous une rubrique spécifique « Dettes sur opérations de pension livrée » et évaluée à la date d'arrêté à sa valeur initiale majorée des intérêts courus et non échus à cette date.

Les intérêts courus et non échus à la date d'arrêté, sont présentés au niveau de l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Intérêts des mises en pension ».

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif du bilan. La valeur de la contrepartie donnée est présentée sous une rubrique distincte au niveau du poste « AC 2-Placements monétaires et disponibilités ».

A la date d'arrêté, cette créance est évaluée à sa valeur initiale majorée des intérêts courus et non échus à cette date. Les intérêts courus et non échus à la date d'arrêté, sont individualisés et présentés au niveau de l'état de résultat sous la rubrique « PR 2-Revenus des placements monétaires ».

3.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4- NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

4.1- Portefeuille-titres :

Le portefeuille-titres est composé au 31 décembre 2021 d'actions et droits rattachés et Bons de Trésor Assimilables. Le solde de ce poste s'élève à 1 789 069 dinars et se détaille comme suit :

Désignation	Quantité	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% Actif
Actions				
ADWYA	2 000	8 709	9 330	0,52%
ASSAD	70 000	164 182	115 990	6,44%
BIAT	918	55 088	54 368	3,02%
ATTIJARI BANK	1 881	53 527	57 209	3,18%
CARTHAGE CEMENT	27 000	42 405	35 667	1,98%
CITY	15 000	106 898	163 860	9,10%
DELICE HOLDING	8 000	108 868	119 520	6,63%
EURO CYCLES	4 750	113 362	152 295	8,45%
MONOPRIX	500	5 132	2 296	0,13%
SAH	15 375	186 884	171 093	9,50%
SFBT	9 600	169 895	174 806	9,70%
SIAME	1 116	2 146	4 784	0,27%
SOTETEL	3 000	18 080	8 280	0,46%
SOTIPAPIER	13 000	68 140	73 528	4,08%
SOTRAPIL	11 000	129 666	141 295	7,84%
SOTUVER	20 875	142 580	152 220	8,45%
STAR	150	18 324	18 299	1,02%
TELNET	21 000	171 054	173 880	9,65%
UNIMED	19 050	188 315	140 151	7,78%
Total actions		1 753 255	1 768 871	98,18%
Droits				
DA SIAME 1/10 2021	1 116	446	513	0,03%
Total Droits		446	513	0,03%
Obligations et valeurs assimilées				
Emprunts d'état				
BTA-6.90% MAI22	19	19 095	19 685	1,09%
Total Emprunts d'Etat		19 095	19 685	1,09%
Total portefeuille		1 772 796	1 789 069	99%

Le détail des mouvements intervenus au niveau du portefeuille titres au cours de l'exercice 2021 est le suivant :

	Coût d'acquisition	Intérêts courus nets	Plus (moins) valeurs latentes	Valeur au 31 décembre	Plus (moins) valeurs réalisées
Soldes au 31 décembre 2020	1 984 268	675	28 308	2 013 251	
Acquisitions de l'exercice					
Actions et droits	66 931			66 931	-
Bons de trésor assimilables (BTA)	-			-	-
Cessions de l'exercice					
Actions et droits	(278 403)			(278 403)	13 404
Bons de trésor assimilables (BTA)	-			-	-
Variation des plus ou moins-values latentes		-	(12 714)	(12 714)	
Variation des intérêts courus		4		4	
Soldes au 31 décembre 2021	1 772 796	679	15 594	1 789 069	13 404

4.2- Note sur les revenus du portefeuille titres :

Les revenus du portefeuille titres s'analysent comme suit :

Désignation	Exercice 2021	Exercice 2020
Dividendes	90 239	20 347
Revenus des BTA	1 049	1 052
Total	91 288	21 399

4.3- Note sur les placements monétaires et disponibilités :

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2021 à 12 352 dinars et correspond aux avoirs en banque ayant les caractéristiques suivantes :

DÉSIGNATION	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% Actif
DISPONIBILITES			
Avoirs en banque	12 352	12 352	0,69%
TOTAL GÉNÉRAL	12 352	12 352	0,69%

4.4- Note sur les revenus des placements monétaires :

Les revenus des placements monétaires s'analysent comme suit :

Désignation	Exercice 2021	Exercice 2020
Revenu du compte courant rémunéré	2 462	181
Total	2 462	181

4.5- Note sur les opérateurs créditeurs

Ce poste comprend les sommes dues par CGF Tunisie Actions FCP au gestionnaire Compagnie Gestion & Finance Intermédiaire en bourse et au dépositaire. Elles s'élèvent à 11 801 DT au 31-12-2021 contre 9 175 DT au 31-12-2020.

Désignation	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020
Gestionnaire	8 648	8 669
Dépositaire- Commission de dépôt	2 721	291
Dépositaire- Commission de Clearing	432	215
Total	11 801	9 175

4.6- Note sur les autres créditeurs divers

Les autres créditeurs divers s'élèvent à 4 767 DT au 31-12-2021 contre 1 559 DT au 31-12-2020.

Désignation	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020
Commissaire aux comptes	2 852	948
Retenue à la source	1 064	44
Publications CMF	698	397
Redevance CMF	153	170
Total	4 767	1 559

4.7- Capital :

La variation de l'Actif Net de l'exercice s'élève à (230 501) dinars et se détaille comme suit :

Variation de la part Capital	(278 062)
Variation de la part Revenu	47 561
Variation de l'Actif Net	(230 501)

Les mouvements sur le capital au cours de l'exercice 2021 se détaillent ainsi :

Capital au 01-01-2021

Montant :	2 062 307
Nombre de titres :	199 439
Nombre de porteurs de parts :	130

Souscriptions réalisées

Montant :	15 438
Nombre de titres émis :	1 493
Nombre de porteurs de parts nouveaux :	1

Rachats effectués

Montant :	284 158
Nombre de titres rachetés :	27 480
Nombre de porteurs de parts sortants :	7

Capital au 31-12-2021

Montant :	1 793 587 *
Nombre de titres :	173 452
Nombre de porteurs de parts :	124

(*) Il s'agit de la valeur du capital évalué sur la base de la part capital de début de l'exercice. La valeur du capital en fin de l'exercice est déterminée en ajoutant les sommes non distribuables de l'exercice.

Ainsi, la valeur du capital en fin de l'exercice peut être déterminée ainsi :

Capital sur la base de la part de capital en début de l'exercice	1 793 587
Variation des + ou- values potentielles sur titres	(12 713)
Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	13 404
Régularisation des SND	(8 118)
Frais de négociation de titres	(1 915)
Droit de sortie	-
Capital au 31/12/2021	1 784 245

4.8- Note sur les charges de gestion des placements :

Ce poste enregistre la rémunération du gestionnaire et du dépositaire calculées conformément au règlement intérieur du fonds et à la convention de dépôt et de gestion. Le total de ces charges s'élève à 39 991 DT au 31-12-2021 et elles se détaillent comme suit :

Désignation	Exercice 2021	Exercice 2020
Rémunération du gestionnaire	35 836	17 657
Rémunération du dépositaire- Commission de dépôt	3 296	3 570
Rémunération du dépositaire- Commission de clearing	859	859
Total	39 991	22 086

4.9- Autres charges :

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2021 à 4 458 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Exercice 2021	Exercice 2020
Honoraires CAC	1 904	1 904
Redevance CMF	2007	989
Publicité et publications	368	301
Frais divers bancaires	60	21
Autres charges	119	45
Total	4 458	3 260

5- AUTRES NOTES AUX ETATS FINANCIERS :

5.1- Données par parts et ratios pertinents :

Données par parts	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Revenus des placements	0,540	0,108	0,323	0,112	0,252
Charges de gestion des placements	-0,230	-0,111	-0,229	-0,138	-0,203
Revenu net des placements	0,310	-0,003	0,093	-0,026	0,049
Autres charges	-0,026	-0,016	-0,044	-0,050	-0,187
Résultat d'exploitation	0,284	-0,019	0,049	-0,077	-0,138
Régularisation du résultat d'exploitation	-0,045	-0,021	0,009	-0,016	-0,021
Sommes distribuables de l'exercice	0,239	-0,040	0,058	-0,093	-0,159
Variation des + ou - valeurs potentielles sur titres	-0,073	0,468	-0,442	-0,683	-0,044
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	0,077	-0,276	0,044	0,184	0,458
Frais de négociation de titres	-0,011	-0,052	-0,020	-0,066	-0,232
+ ou - valeurs sur titres et frais de négociation	-0,007	0,139	-0,417	-0,564	0,182
Résultat net de l'exercice	0,277	0,121	-0,368	-0,641	0,044
Droits d'entrée et droits de sortie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,002
Résultat non distribuable de l'exercice	-0,007	0,139	-0,417	-0,564	0,184
Régularisation du résultat non distribuable	-0,047	0,056	-0,064	0,952	0,054
Sommes non distribuable de l'exercice	-0,054	0,196	-0,481	0,388	0,238
Distribution de dividende	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Valeur Liquidative	10,291	10,106	9,950	10,374	10,079

Ratios de gestion des placements	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Charges de gestion des placements / actif net moyen	1,99%	2,22%	2,53%	2,17%	2,41%
Autres charges / actif net moyen	0,22%	0,33%	0,49%	0,79%	2,22%
Résultat distribuable (d'exploitation) de l'exercice / actif net moyen	2,46%	-0,38%	0,54%	-1,21%	-1,64%

5.2 Transactions avec les parties liées :

- En rémunération des services de gestion du FCP, le gestionnaire perçoit une commission annuelle de gestion de 1,5% HT de l'actif net, calculée quotidiennement et réglée trimestriellement.

En plus de ces frais fixes, une commission de sur performance est prélevée par le gestionnaire si le FCP réalise un rendement annuel minimum exigé égal à 8%. Cette commission de surperformance qui est de 20% HT par an est calculée sur la base du différentiel entre le rendement annuel réalisé et le rendement annuel minimum exigé.

Le calcul de cette commission se fait au jour le jour et vient en déduction de la valeur liquidative du fonds.

Les frais de gestion fixes s'élèvent à 35 836 DT au 31-12-2021.

Les frais de commission de sur performance sont nuls au 31-12-2021.

- La convention de dépôt et de gestion qui lie l'AMEN BANK et le gestionnaire de CGF Tunisie Actions FCP prévoit le paiement d'une rémunération annuelle de 0,10% HT de l'actif net avec un minimum de 3 000 DT HT par an à partir de la troisième année. Cette commission est prélevée quotidiennement sur l'actif net et versée trimestriellement au dépositaire.

Une commission de clearing de 500 DT HT la première année et 700 DT HT à partir de la deuxième année est également réglée au dépositaire. Cette commission de clearing est prélevée quotidiennement sur l'actif net et versée trimestriellement au dépositaire.

La rémunération de l'exercice 2021 s'élève à 3 296 DT au titre des services de dépositaire et 859 DT au titre de la commission de clearing.

5.3- Note sur les événements postérieurs à la clôture :

Les présents états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du gestionnaire du 14 Octobre 2022.

Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.